



AMBASSADE DE FRANCE EN SUISSE
SERVICE ÉCONOMIQUE

Veille de la situation économique et financière
Du 29 octobre au 9 novembre 2018

Marchés

	Au 9/11	Var vs 26/10
EUR/CHF	1,1399	+ 0,2 %
USD/CHF	1,0055	+ 0,9 %
SMI	9.074,03	+ 4,7 %
Taux 10a	0,006 %	+ 4 pb

Chiffres-clé (glissement annuel, g.a.)

- Inflation (IPCH) octobre : +1,1 %

FISCALITE

Négociations commerciales : les négociations d'un ALE AELE-Indonésie auraient abouti

Les négociations d'un accord de libre-échange entre l'Association européenne de libre-échange (AELE) et l'Indonésie ont « *abouti en substance* ». Selon le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche, seules quelques questions techniques resteraient à clarifier et la déclaration commune concernant l'achèvement des négociations serait prévue le 23 novembre à Genève, à l'occasion de la conférence ministérielle de l'AELE.

SECTEUR FINANCIER

Crypto-finance : la Finma recommande d'accorder aux crypto-actifs la même pondération selon les risques que celle qui est accordée aux fonds spéculatifs

Selon Swissinfo.ch, dans une lettre adressée à EXPERTsuisse¹ en raison du nombre croissant de demandes de clarifications (provenant de banques et de négociants en valeurs mobilières), la Finma a indiqué recommander aux entreprises du secteur financier de pondérer à 800 % les crypto-actifs dans le cadre de l'exigence en capital rapportée aux actifs pondérés par les risques (RWA). Selon les experts, cette pondération serait la même que celle qui est accordée aux fonds spéculatifs (« *hedge funds* »).

Dans sa lettre, la Finma indique que sa recommandation est valable jusqu'à ce que le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (BCBS) émette des recommandations à l'échelle mondiale.

Banque : UBS relocalise des employés du Royaume-Uni vers Francfort

Dans une note interne, le groupe UBS a indiqué à ses employés qu'il allait fusionner d'ici le premier trimestre 2019 l'une de ses succursales londoniennes avec son hub européen d'activités de banque d'investissement établi à Francfort. La note indique que la première vague de transfert d'employés de la succursale londonienne pourrait concerner jusqu'à 150

¹ L'association suisse des experts en audit, fiscalité et fiduciaire.

d'entre eux et qu'UBS a déjà demandé à 64 banquiers d'investissement et agents de « back office » de se préparer à être transférés vers Francfort.

Banque : Credit Suisse cesse ses activités de banque d'investissement en Afrique du Sud

Dans le cadre de sa stratégie 2016-2018, comprenant une réduction ses activités de banque d'investissement et un recentrage sur son cœur de métier qu'est la gestion de fortune, le groupe Crédit Suisse a décidé de fermer son entité de banque d'investissement en Afrique du Sud.

MARCHE DU TRAVAIL

Obligation d'annonce des postes vacants: le Conseil fédéral met en consultation un projet de loi permettant une participation financière fédérale aux frais de contrôle

Le Conseil fédéral a ouvert une procédure de consultation jusqu'au 31 décembre sur un projet de loi créant une base légale pour une participation financière de la Confédération aux contrôles effectués par les cantons du respect de l'obligation d'annonce des postes vacants. L'objectif est une entrée en vigueur de la nouvelle loi début 2020.

SECTEURS NON FINANCIERS

Energie : bilan des mesures d'encouragement à la production d'électricité issue d'énergies renouvelables

En 2018, les différentes mesures d'encouragement à la production d'électricité issues de sources d'énergie renouvelables (financées par un supplément réseau acquitté par les consommateurs) ont représenté :

- 101 MCHF de primes de marché pour les exploitants d'installations hydroélectriques d'une puissance supérieure à 10 MW ;
- 13 MCHF de contributions d'investissement pour des centrales hydroélectriques dont la puissance est comprise entre 300 kW et 10 MW ;
- 200 MCHF de rétributions uniques pour les installations photovoltaïques ;
- 1,4 MCHF de contributions d'investissement à des installations de biomasse.

Energie : Alpiq examine un désengagement du charbon en Europe

Le groupe énergétique suisse Alpiq a annoncé examiner la cession de ses deux centrales à charbon en République Tchèque, acquises en 2002 et 2005, afin de disposer d'un « *portefeuille de production exempt de charbon à l'échelle européenne* » et de se recentrer sur son cœur de métier.

Gestion de l'eau : Lonza cède ses activités de traitement de l'eau

L'entreprise chimique et de sous-traitance de l'industrie pharmaceutique suisse Lonza a annoncé la cession de ses activités de retraitement de l'eau (division Water Care), y compris en France, à la société américaine de capital-investissement Platinum Equity, pour 630 MUSD.

Pharmacie : accord de lancement d'une étude clinique commune entre Novartis et Pfizer

Les entreprises pharmaceutiques suisse et américaine Novartis et Pfizer ont conclu un accord pour lancer une étude clinique conjointe visant à traiter une forme progressive de lésion du foie, grâce à une combinaison de leurs traitements.

INNOVATION

Numérisation : lancement d'un programme pour encourager la numérisation de l'économie

Innosuisse, l'agence suisse de l'innovation, a lancé un nouveau programme d'encouragement de la numérisation qui apportera un soutien financier à des projets à l'intersection entre la recherche et l'industrie dans les domaines de l'industrie 4.0 et des techniques de fabrication s'appuyant sur le numérique. Le programme devrait être doté d'un budget annuel de 12 MCHF.

SUIVI DES REFORMES

Transport : transmission au Parlement du projet d'étape d'aménagement ferroviaire 2035

Le Conseil fédéral a transmis au Parlement fédéral le projet d'étape d'aménagement 2035 du programme de développement stratégique de l'infrastructure ferroviaire (PRODES), qui propose 11,9 Mds CHF d'investissements dans les infrastructures ferroviaires d'ici 2035. Le Parlement devrait examiner le texte en 2019.

Agriculture : approbation du train d'ordonnances agricoles 2018

Le Conseil fédéral a approuvé la révision d'un ensemble d'ordonnances dans le domaine agricole, qui comporte entre autres la révision du système de contrôle des exploitations agricoles, l'alignement du droit suisse sur le droit européen en matière de santé des végétaux et une modification de certaines contributions.

Défense : renonciation au projet de modification de l'ordonnance sur le matériel de guerre

Le Conseil fédéral a renoncé à la révision de l'ordonnance sur le matériel de guerre annoncée en juin 2018². La révision visait notamment à assouplir les critères d'autorisation d'exportations de matériel de guerre. Le Conseil fédéral considère en effet que « *la réforme ne bénéficie plus du soutien politique nécessaire* », notamment au sein du Parlement.

² Voir veille du 15 juin 2018.